



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 28/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAND MONTAUBAN COMMUNAUTE D AGGLOMERATION

9 RUE DE L HOTEL DE VILLE

—

MAIRIE

82000 Montauban

Références : S 2025-0107

Code AIOT : 0100002660

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2025 dans l'établissement GRAND MONTAUBAN COMMUNAUTE D AGGLOMERATION implanté 146 Route d'Albefeuille Lagarde -- 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 21/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection réactive est réalisée suite à l'incident concernant la perte de pression sur le gazomètre n°1 et le démontage de celui-ci le mercredi 19 mars matin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAND MONTAUBAN COMMUNAUTE D AGGLOMERATION

- 146 Route d'Albefeuille Lagarde -- 82000 Montauban
- Code AIOT : 0100002660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Grand Montauban Communauté d'Agglomération (GMCA) exploite une station d'épuration équipée d'une unité de méthanisation d'une capacité de traitement de 95 tonnes par jour, ainsi qu'une unité de compostage. Du fait d'apport extérieur dans le processus, ces deux installations relèvent de la nomenclature des ICPE au titre des rubriques n°2780-3 et 2781-2.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 2 | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 3 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 4 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 5 | Déroulement du procédé de méthanisation | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 6 | Déroulement du procédé de méthanisation | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 7 | Incident – Accident | Code de l'environnement du 21/03/2025, article R.512-69 | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit améliorer la gestion de son installation de méthanisation en mettant en place tout le suivi administratif et disposer des documents prévus par les arrêtés de prescriptions généraux applicables à ce type d'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation « et astreinte ». |
| Prescription contrôlée : « Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. » L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, « d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées » par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. « Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. » Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. |
| Constats : L'exploitant GMCA précise qu'il a délégué la responsabilité de l'exploitation à la société GEM, qui lui même a délégué l'exploitation jusqu'à la réception des ouvrages (phase d'observation) au constructeur (STEREAU) qui a mis en place une astreinte. La surveillance de l'exploitation se fait de façon directe et indirecte. Des dispositifs connectés permette d'alerter la personne d'astreinte dès qu'un problème intervient. L'exploitant (STEREAU) indique qu'il est en phase de "basculement" entre STEREAU et SAUR (Société GEM). Le système de télégestion des alarmes est fonctionnel et le système d'astreinte est en phase d'observation. L'inspection rappelle que le titulaire de l'autorisation (GMCA) est réglementairement le responsable de l'exploitation et elle constate que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents formalisant et encadrant le fonctionnement actuel et de mise en place effective de cette astreinte opérationnelle. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le service de maintenance et de surveillance peut intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant réalise et transmet les documents formalisant et encadrant le fonctionnement de l'exploitation actuel avec le constructeur jusqu'à la réception des ouvrages, et transmet la procédure en place de l'astreinte actuelle et lorsque la réception des ouvrages sera définitive. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion. |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le document relatif à la protection contre les explosions: n° A523596381 du 2/09/2024 qui recense l'ensemble des zones à risques.</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence de pictogrammes sur les zones présentant un risque d'une atmosphère explosive (ATEX), • la mise en place de détecteurs fixes de méthane ou d'alarme • l'absence de plan général des ateliers et des zones de stockages à l'entrée de l'installation de méthanisation. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit mettre en place un plan général des ateliers et des zones de stockages faisant apparaître le risque d'explosion ou toxique à l'entrée de l'installation de méthanisation. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 11, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ".

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière.

Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

« Les documents ou dossier préalable nécessaires à la délivrance du permis comprennent :

« - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;

« - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

« - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;

« - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;

« - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

« Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection contre les explosions défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article.

« L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation des travaux ayant fait l'objet du « permis de feu », doit être affichée en caractères apparents. »

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure « en présence de l'exploitant ». « Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement annexé au programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »

Constats :

L'exploitant indique que la société MICREAU est intervenue sur le digesteur en sous-traitance du constructeur à plusieurs reprises (lors du montage du gazomètre, et lors des incidents survenus sur le gazomètre).

Il précise qu'un plan de prévention avait été établi entre STEREAU et MICREAU.

L'inspection demande à l'exploitant de présenter le permis d'intervention de ces opérations.

| |
|---|
| <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ledit document.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place sous un délai de 3 mois une procédure précisant le modèle de permis d'intervention, de permis de feu ainsi que la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation.</p> <p>Cette procédure doit préciser les documents ou dossier préalable nécessaire à la délivrance du permis d'intervention.</p> <p>L'exploitant doit assurer la traçabilité et conserver une copie des documents signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 4 : Exploitation

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Consignes d'exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. « Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. » Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune. Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH₄ et de H₂S avant toute intervention.</p> |
| <p>Constats :</p> |

L'exploitant indique qu'à ce jour, il n'a pas mis en place de consignes spécifiques relatives à l'installation de méthanisation. Il précise disposer de certaines informations notamment de procédures d'exploitation fournies par le constructeur.

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas formalisé ces consignes et n'a pas été en mesure de présenter celles-ci, hormis une procédure du constructeur concernant le processus de méthanisation qui est généraliste.

L'inspection rappelle que ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- **l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai de 3 mois :

- formaliser et transmettre les consignes d'exploitation de l'unité de méthanisation,
- justifier que celles-ci ont fait l'objet d'une communication à l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir sur les installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déroulement du procédé de méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35

Thème(s) : Autre, Surveillance de la méthanisation.

Prescription contrôlée :

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à

l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées. « **Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité** (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) **et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.** Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive. « Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation.

Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :

- « - le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;
- « - la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;
- « - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur. »

Constats :

L'exploitant précise que des vérifications des dispositifs assurant l'étanchéité sont réalisées régulièrement, mais que le programme de contrôle et de maintenance n'est pas finalisé. L'inspection rappelle que ce programme doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs l'inspection précise que la date de mise en service de l'installation à prendre en compte est la date de première injection de déchets dans l'unité de méthanisation, soit le 8 octobre 2024.

L'exploitant présente le système de surveillance, celui-ci précise :

- le pH, la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur,
- la pression du biogaz
- le niveau de liquide.

Seul le digesteur 1 est en fonctionnement depuis l'incident. Les données mesurées sont :

- température de fonctionnement du digesteur Tfdigesteur: 37,3°C,
- température des boues entrantes Tboues : 26,6°C,
- hauteur de matières : 5,43 m,
- pression biogaz : 17,27 mbar.

L'exploitant précise que la sonde de température doit être étalonnée.

Par ailleurs, il indique ne pas pouvoir surveiller le niveau de mousse dans le digesteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

| |
|---|
| <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> formaliser son programme de contrôle et de maintenance préventive sous un délai d'un mois. Il doit périodiquement le réviser à une période qu'il définira et précisera à l'inspection des installations classées, disposer d'un système de surveillance lui permettant de suivre en temps réel le niveau de mousse dans les digesteurs. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Déroulement du procédé de méthanisation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36 |
| Thème(s) : Autre, Phase de démarrage des installations. |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre.</p> <p>Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation « , à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations ». Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion (inertage, dilution par ventilation...), qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p> <p>Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les contrôles ont été réalisés lors des phases de démarrage et de redémarrage sans toutefois montrer les résultats lors de l'inspection.</p> <p>De plus l'exploitant indique ne pas disposer d'un registre où sont consignés l'exécution du contrôle de l'étanchéité des deux digesteurs et équipements associés et ses résultats.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter la consigne spécifique des phases de démarrage ou de redémarrage.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place sous 3 mois la consigne spécifique aux phases de démarrage ou de redémarrage, ainsi que le registre où sont consignés l'exécution du contrôle de l'étanchéité des deux digesteurs et les résultats associés.</p> |

| |
|---|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Incident – Accident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/03/2025, article R.512-69 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déclaration et rapport d'incident. |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 19/03/2025 à 11h20, l'inspection a sollicité l'exploitant concernant les opérations encours sur le digesteur. En effet, l'inspection a constaté le matin vers 8h00 la présence d'une grue avec, accrochée à son crochet la bâche souple du gazomètre.</p> <p>L'exploitant a communiqué à l'inspection l'origine du désordre puis la fiche de notification le 20 mars.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection précise que cette fiche doit être complétée après avoir effectué l'arbre des causes en identifiant les mesures correctives et préventives à mettre en oeuvre et l'évaluation de l'impact environnemental (quantité de gaz à effet de serre émise).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que tout incident de fonctionnement susceptible de porter atteinte aux intérêts protégés du L.511-1 du code de l'environnement doit être porté à la connaissance de l'inspection dans les meilleurs délais conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter la fiche de notification en estimant le volume de biogaz envoyé dans l'atmosphère et d'estimer les impacts induits notamment vis-à-vis des gaz à effet de serre.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant doit détailler les opérations chronologiques mises en place depuis la détection de la baisse de pression du gazomètre, identifier les causes et proposer des mesures correctives et préventives.</p> |

| |
|---|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |